



## Histoire de l'éducation

127 | 2010  
varia

---

### DROIT (Emmanuel), *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009, 354 p. (coll. « Histoire »)

Laurent Coumel

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2185>  
ISSN : 2102-5452

#### Éditeur

ENS Éditions

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010  
Pagination : 117-120  
ISSN : 0221-6280

#### Référence électronique

Laurent Coumel, « DROIT (Emmanuel), *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 127 | 2010, mis en ligne le 10 mars 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2185>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# DROIT (Emmanuel), *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009, 354 p. (coll. « Histoire »)

Laurent Coumel

---

## RÉFÉRENCE

DROIT (Emmanuel), *Vers un homme nouveau ? L'éducation socialiste en RDA (1949-1989)*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2009, 354 p. (coll. « Histoire »)

- <sup>1</sup> Cette thèse de doctorat soutenue en 2006 à l'université de Paris 1 sous la direction d'Étienne François méritait d'être publiée à plus d'un titre, alors que les débouchés éditoriaux pour l'histoire de l'éducation dans les mondes étrangers sont actuellement limités. Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, les Presses universitaires de Rennes mettent ainsi à disposition du grand public une étude universitaire rigoureuse sur un sujet méconnu, loin des projecteurs médiatiques : la mise en œuvre du projet éducatif de l'ex-Allemagne de l'Est. Durant ses quarante ans d'existence, le régime « marxiste-léniniste » qui s'y est illustré par la surveillance de sa population a aussi refondé et mobilisé l'école pour en faire un relais de son idéologie, une « dictature éducative ». C'est l'histoire de cette transformation que relate Emmanuel Droit : soucieux de s'émanciper d'une lecture « totalitariste » qui verrait dans tout phénomène social ou culturel la preuve de l'emprise totale de l'État-Parti au pouvoir, il s'attache à comparer les objectifs, les modalités et les résultats de la politique scolaire en République démocratique d'Allemagne (RDA)<sup>1</sup>. À partir d'archives locales et centrales, en particulier de rapports internes des administrations et des écoles, principalement secondaires, le chercheur adopte une démarche socio-historique, tournée vers les manifestations « d'en bas ». Celle-ci se focalise sur le cadre géographiquement limité, mais emblématique, de Berlin-Est.

- 2 Au centre de son approche, les enseignants de la capitale ne sont pas seulement des témoins, mais aussi des acteurs de la prise de contrôle de l'école par la « démocratie socialiste ». Si certains embrassent ensuite sans hésiter la carrière que leur offrent le parti socialiste unifié (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands*, SED) ou ses organisations de jeunesse (*Freie Deutsche Jugend*, FDJ, et Pionniers), d'autres sont réticents à l'intrusion de l'idéologie dans la vie scolaire. Beaucoup fuient pour l'Ouest avant la construction du Mur en août 1961 ; la majorité, restée en poste, continue à incarner une certaine neutralité vis-à-vis du régime au moins jusqu'au début des années 1960. Cette décennie constitue un tournant : le Parti, les Pionniers et la FDJ parviennent à s'ancrer durablement dans le monde scolaire, les parents « s'accommodant » des rites officiels tels que la *Jugendweihe*, cérémonie laïque, concurrente de la Confirmation religieuse, qui proclame la fidélité du jeune au régime.
- 3 Les élèves sont l'autre acteur privilégié par Emmanuel Droit. Ils ne semblent pas avoir été convaincus par les principes et les formes de la « pédagogie communiste ». Ainsi, l'introduction d'un enseignement « polytechnique », calqué sur le modèle soviétique (la grande loi de Khrouchtchev sur l'école date de 1958, celle de RDA de 1959), suscite au mieux leur indifférence. Beaucoup retiennent de leur stage en usine, destiné à les familiariser avec le « travail productif », un sentiment d'ennui et de distance à l'égard du monde ouvrier. Ici, les photographies et surtout les témoignages oraux recueillis par l'auteur sont un apport précieux, même s'il convient de les relativiser. Un ancien lycéen raconte : « Tu allais à l'usine avec l'idée de devenir un ouvrier qualifié et tu pensais trouver du plaisir et tu voyais que tout le monde était sale et soûl, que les ouvriers passaient leur temps à tricher et à voler. C'était ça la réalité du socialisme. » Emmanuel Droit parle d'« une expérience de désenchantement pour des élèves confrontés aux “vrais” ouvriers, à la pénurie de matériaux et à des tâches répétitives ». L'efficacité du « parrainage » entre écoles, entreprises et administrations — une des originalités du système est-allemand — est elle aussi relativisée : plus que d'un lien fort entre sphère scolaire et monde du travail, il s'agit surtout pour les établissements d'obtenir une aide matérielle, voire financière, précieuse en ces temps de pénurie. Au-delà des discours, l'idéologie ne prend pas, ou seulement à la marge : les intérêts bien compris l'emportent. De même, la politique de discrimination positive à l'égard des ouvriers n'apporte pas, à Berlin-Est comme ailleurs, de changements radicaux dans la composition sociale du groupe des diplômés. Les catégories socioprofessionnelles supérieures continuent de fournir la majorité des élèves du lycée, les enfants d'ouvriers ayant moins d'ambition scolaire que les autres. La création d'établissements d'excellence réservés aux enfants de dirigeants, où les conditions d'enseignement sont privilégiées, renforce la reproduction des élites.
- 4 S'il ne cherche pas à apporter de révélations fracassantes, l'ouvrage permet ainsi d'affiner, voire de corriger, certaines images de la réalité scolaire en régime communiste : il montre la permanence de formes de résistance à la propagande, en particulier la réticence des enseignants à organiser des discussions politiques ; la faible implantation du SED parmi ces derniers et, inversement, la façon dont celui-ci a instrumentalisé les conseils de parents. Jusqu'aux années 1960, malgré la présence décorative d'allusions au régime et à ses « grands hommes » dans les salles de classe, l'adhésion des élèves au discours officiel reste superficielle, comme le reconnaît un rapport interne : « [les lycéens] s'efforcent lors des cours d'éducation civique de s'approprier les cours des enseignants comme les formules toutes faites, plus précisément le vocabulaire, et de

répéter cela lors de l'examen ». Le sentiment « antirusse » (antisoviétique ?) reste fort dans la population, même s'il est dissimulé par ce qu'Emmanuel Droit nomme l'« art de faire semblant ». Progressivement, cependant, dans les années 1970, les succès sportifs de la RDA et les avantages sociaux parviennent à attacher une partie de la jeunesse au régime : mais ce soutien ne s'accompagne pas d'un rejet de l'Occident ou d'une haine de la République fédérale d'Allemagne, au grand regret des responsables du SED. Ni les cours d'instruction militaire (avec stage en caserne pour les garçons), ni le recrutement d'informateurs officieux par la police politique, la célèbre *Stasi*, ne parviennent à éliminer le pacifisme, vu comme un « apolitisme », ou les influences culturelles occidentales (de la bande dessinée à la musique pop) parmi les écoliers de Berlin-Est<sup>2</sup>. La fragilité du soutien au régime est sensible avant la chute du Mur. Plusieurs documents l'attestent en 1988-1989, en particulier un rapport du président de l'Académie des sciences pédagogiques préconisant davantage d'autonomie et de souplesse dans l'enseignement, et des lettres-pétitions d'enseignants et d'élèves – ignorés par Margot Honecker, l'immuable ministre de l'éducation de 1963 à 1989.

- 5 Aucun travail de doctorat ne peut prétendre à l'exhaustivité : celui d'Emmanuel Droit ne fait pas exception, ce qui autorise quelques critiques. Pour commencer, les conditions d'élaboration des principales lois et mesures concernant l'école en RDA ne sont mentionnées qu'en passant, l'attention restant fixée sur leur application et leur réception « à la base ». Ce choix est assumé, mais il induit quelques tâtonnements dans l'interprétation des tournants de la période. Ainsi, le refus d'une vision mécaniste de l'influence de la « pédagogie soviétique » conduit probablement l'auteur à minimiser le poids de cette dernière sur l'école est-allemande. Après tout, certaines évolutions du système éducatif en URSS sont très similaires, avec autour de 1958 une exacerbation du discours sur l'instruction « polytechnique » (combinant travail manuel et intellectuel) et sur les inégalités scolaires. Dès lors, il aurait été intéressant de montrer les tensions qui sont à l'œuvre dans la réception des canons de l'école soviétique, laquelle fait d'ailleurs l'objet de redéfinitions et de nombreuses discussions à partir des années 1950. On aurait également voulu en savoir plus sur les aspirations de la population vis-à-vis de l'école, en particulier dans le cadre de la dénazification – la référence à Hitler revenant dans certains comportements déviants de la jeunesse est-allemande. Le recours au service militaire comme moyen d'étudier au lycée et au-delà est évoqué, mais sans témoignage ni statistique à l'appui. Plus gênant : le personnel de direction, qui rédige les rapports internes abondamment utilisés ici, n'est pas vraiment étudié. Enfin, dans le chapitre consacré à l'état d'esprit des élèves, l'impact (ou l'absence d'impact) d'un événement aussi important pour le bloc de l'Est que la répression du Printemps de Prague en 1968, coup d'arrêt à l'expérience d'un « socialisme à visage humain », n'est pas mentionné.
- 6 Sur le plan formel, le choix du récit chronologico-thématique rend parfois malaisée une vision d'ensemble des processus étudiés. Il manque index et glossaire, et l'explication de certains concepts nécessaires à la compréhension de l'univers scolaire en RDA, comme celui de « pédagogie réformée », vient trop tard ou est incomplète. Au-delà de ces remarques, la nécessité d'une approche comparatiste de l'histoire des systèmes éducatifs du monde « communiste » s'impose à la lecture de cet ouvrage, et ce n'est pas là le moindre de ses apports. Quant à son objectif initial, donner à voir et à comprendre le fonctionnement des écoles de Berlin-Est pendant quarante ans de régime est-allemand, il est largement atteint.

---

## NOTES

1. Certains aspects de ce travail ont fait l'objet d'un article dans un numéro antérieur de la présente revue : Emmanuel Droit, « L'éducation en RDA », *Histoire de l'éducation*, n° 101, 2004.
2. Sur ce sujet, Emmanuel Droit a également publié *La Stasi à l'école. Surveiller pour éduquer en RDA (1950-1989)*, Nouveau Monde Éditions, 2009, 246 p., dont on peut lire un compte rendu de Philippe Retailleau sur le site des Clionautes : <http://www.clio-cr.clionautes.org/spip.php?article2756>.